

**COMPTE-RENDU SUCCINCT DU CONSEIL MUNICIPAL
EN DATE DU VENDREDI 9 OCTOBRE 2020 à 20H30**

Date d'affichage : 17.10.2020

L'an deux mille vingt, le 9 octobre à 20h30, le Conseil Municipal de la Commune de PLOGASTEL ST GERMAIN, dûment convoqué, s'est réuni sous la présidence de Mme Annie BERRIVIN, Maire.

Date de convocation du conseil municipal : 6 juillet 2020

En exercice: 19

Présents: 19

Votants: 19

Présents: BERRIVIN Annie, STEPHAN Philippe, PLOUHINEC Jocelyne, PLOUHINEC Lucien, LUCAS Jeannine, RENAULT Michel, BEAUMONT-PEUZIAT Patrick, DAHERON Sandrine, VIGOUROUX Michel, GAUTIER Anne, BINARD Gilles, BOUCHER Anne-Lise, ROUXEL Vincent, DORVAL Alain, GUEGUEN Catherine, CONAN Sandra, KURZMANN Gwenn, PASQUIGNON Franck, NICOLAS Patricia (arrivée à la question n°10)

Absents:

Secrétaire: DAHERON Sandrine

Approbation du procès-verbal de la séance en date du 10.07.2020

Le procès-verbal a été adopté à l'unanimité

Compte-rendu du dernier Conseil communautaire du 23.07.2020

Les membres du Conseil ont pris acte de ce document

MOTION DEGATS CHOUCAS DES TOURS

Au cours des dernières années, les dégâts sur cultures occasionnés par l'espèce Choucas des Tours ont augmenté de façon exponentielle dans le Finistère. Sans prédateur, ces oiseaux, protégés par arrêté ministériel du 29 octobre 2009, font des ravages dans les champs et mettent en péril la rentabilité économique des exploitations agricoles. De plus, en obstruant les conduits de cheminée, leurs nids sont susceptibles de provoquer des risques d'incendie ou d'intoxication au monoxyde de carbone. Par conséquent, cela représente un risque pour la sécurité des habitants.

Dans certains secteurs, une dérogation préfectorale permet la mise en place de prélèvements strictement encadrés d'oiseaux. Face à la prolifération de l'espèce, cette opération s'avère inefficace. Confrontés à cette calamité, les agriculteurs s'équipent d'effaroucheurs. Cet investissement coûteux ne s'avère pas être une solution durable. De plus, ces systèmes représentent une source de conflit de voisinage et connaissent de nombreuses dégradations.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **A DEMANDE** que, sans attendre les résultats de l'étude en cours, l'espèce devienne d'ores et déjà chassable pour une durée de 2 ans afin de pouvoir réguler sa population exceptionnelle
- **A DEMANDE** que les dégâts sur cultures causés par les Choucas des tours, espèce protégée par décision de l'état, soient légalement indemnisés par l'Etat

MOTION BRITANNY FERRIES

APPEL A UN SOUTIEN PUBLIC POUR BRITANNY FERRIES

La compagnie bretonne traverse en effet la crise la plus grave de son histoire ! Frappée de concert par deux crises conjoncturelles, le COVID 19 et un Brexit qui s'annonce "dur", ce fleuron du tourisme breton et normand ne pourra pas cette fois affronter seule la tempête qui s'est abattue sur la France.

Depuis près de 50 ans, Brittany Ferries fait la fierté de nos territoires. Elle est sa meilleure ambassadrice à l'étranger, par la qualité de ses prestations comme par la haute qualification de ses équipages français. **Chaque année, ce sont plusieurs centaines de millions d'euros dépensés par les touristes britanniques qui irriguent, grâce à elle, nos territoires.**

Tous les Bretons ont un attachement de cœur à cette entreprise fondée par Alexis Gourvenec et les paysans de Saint Pol de Léon, unis pour désenclaver leur région et lui rendre les clefs maritimes de son développement économique.

Brittany Ferries fait désormais partie de l'histoire de la Bretagne !

Pourtant, avec la crise sanitaire et la quatorzaine britannique, **la Compagnie est au bord du vide et, avec elle, vacille le destin de plus de 10 000 emplois directs et indirects.** Privée de saison touristique 2020, Brittany Ferries affiche une perte de plus de 250 millions d'euros de chiffre d'affaire.

La Région Bretagne et la Région Normandie ont répondu à son appel, à hauteur de 75 millions d'euros. Face à cette situation exceptionnelle, le Gouvernement n'a pas été à la hauteur. Il ne promet qu'une enveloppe d'une trentaine de millions d'euros aux acteurs français du ferry, 5 fois moins qu'attendu par le secteur ! C'est une goutte d'eau face aux 11 milliards du Plan de relance qu'il réserve au secteur ferroviaire ! **Ce même plan de relance de 100 milliards d'euros n'accorde d'ailleurs pas un centime au secteur du transport maritime pourtant essentiel à nos territoires. Le Gouvernement a su en revanche trouver 350 millions d'euros de subventions pour Île-de-France Mobilités, le métro parisien et la RATP n'ayant pas de prix !**

Après les efforts consentis par l'entreprise et l'ensemble de ses salariés, en complément des actions des deux Régions, nous souhaitons que l'Etat reconsidère la situation de crise inédite traversée par Brittany Ferries. Il doit apporter un réel soutien financier à la hauteur des besoins nécessaires à la pérennisation de Brittany Ferries.

Nous apportons enfin notre soutien total aux membres du Conseil de surveillance, au Directoire et à l'ensemble des salariés de la Compagnie.

La motion a été adoptée à l'unanimité

Décisions du maire prises en vertu de l'article L2122-22 du CGCT

Marchés publics

		MONTANT EUROS TTC
Remplacement de 2 arroseurs au stade	Ent Jo Simon	1069.20
Broyage de parcelles	Ent Adel services	1125.00
Réparation véhicule service technique (Nissan)	Auto passion	844.97
Achat de 2 caches conteneurs	Commune de Plozévet	800
Achat d'un ordinateur portable	EG informatique	1093.27
Démolition du patronage	Ent Le Roux	16794
Achat de distributeurs de gel muraux pour les salles communales	Groupe Pierre Le Goff	515.12
Achat d'un abri bus (rue des bruyères)	Ent Letort	6242.00

Déclaration d'Intention d'Aliéner

Mme le Maire présente les différentes déclaration d'Intention d'aliéner pour lesquelles la commune n'a pas exercé son droit de préemption.

Concession

Renouvellement d'une concession familiale pour une durée de 50 ans

Le Conseil municipal a pris acte à l'unanimité de l'ensemble des décisions du maire prises en vertu de l'article L2122-22 du CGCT.

Règlement Intérieur du Conseil municipal

Les conseils municipaux des communes de 1000 habitants et plus ont l'obligation de se doter d'un règlement intérieur. Ce document doit être adopté dans les six mois qui suivent leur installation (article L. 2121-8 du CGCT). Jusqu'à présent, seules les communes de plus de 3500 habitants étaient tenues par cette obligation.

Madame le Maire a présenté le projet de règlement pour la commune de Plogastel Saint Germain.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

A ADOPTE à l'unanimité le règlement intérieur du conseil municipal.

Formation des élus

Madame le Maire indique que la formation des élus municipaux est organisée par le code général des collectivités territoriales et notamment par l'article L2123-12 qui précise que celle-ci doit être adaptée aux fonctions des conseillers municipaux.

Dans les 3 mois du renouvellement de l'assemblée, une délibération détermine les orientations de la formation et les crédits ouverts à ce titre.

Les organismes de formations doivent être agréés, Madame le Maire rappelle que conformément à l'article L 2123-13 du code général des collectivités territoriales, chaque élu ne peut bénéficier que de 18 jours de formation sur toute la durée du mandat et quel que soit le nombre de mandats qu'il détient. Ce congé est renouvelable en cas de réélection.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

A RETENU les thèmes suivants comme prioritaires pour le début de mandat

- Les fondamentaux de l'action publique locale
- Les formations en lien avec les délégations et/ou l'appartenance aux différentes commissions
- Les formations favorisant l'efficacité personnelle (prise de parole, bureautique, gestion des conflits ...)

A DECIDE que l'enveloppe budgétaire consacrée à la formation serait de 10% du montant total des indemnités de fonctions

Subvention aux associations

Le Conseil municipal a statué, au mois de juin dernier, sur les demandes de subventions transmises par les associations. En raison de la crise sanitaire, certaines d'entre elles ne s'étaient pas manifestées. Depuis, la commune a reçu de nouveaux dossiers que Madame Le Maire propose de soumettre à délibération.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

A DECIDE d'attribuer les montants ci-dessous au titre des subventions versées aux associations

PLOGASTRAIL	500 euros
Restaurant du cœur	80 euros
Association sportive Collège Henri le Moal Plozevet	152 euros

Subvention au Réseau d'Aides aux Elèves en Difficulté du Cap Sizun et du Pays Bigouden

Le Réseau d'aides aux élèves en difficulté (RASED) intervient sur la commune de Plogastel Saint Germain. Afin de pouvoir poursuivre son action auprès des enfants, la RASED sollicite une subvention de fonctionnement.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

A DECIDE à l'unanimité de verser une subvention d'un montant de 312 euros au RASED au titre de l'année 2020/2021

Adhésion au Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement du Finistère

Le CAUE du Finistère est une association investie d'une mission de service public. Elle propose, aux collectivités, différents types d'accompagnements suivant les projets et les compétences recherchées.

Le CAUE a notamment été sollicité pour accompagner l'étude sur les 2 îlots qui vient de débiter.

L'adhésion annuelle au CAUE représente un montant de 50 euros pour la commune

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

A DECIDE à l'unanimité de l'adhésion de la commune au CAUE29 pour l'année 2020/2021 et autorise le versement de la cotisation d'un montant de 50 euros

Mutualisation communes CCHPB : convention de mise à disposition de matériels et véhicules entre les communes et la Communauté de communes du Haut Pays Bigouden

Afin de formaliser le prêt du matériel et des véhicules de la CCHPB, il est proposé que l'ensemble des communes signe une convention cadre de « mise à disposition de matériels et véhicules entre les communes et la CCHPB ». Cette dernière permettra de fixer un cadre général, que le prêt soit à titre gratuit ou onéreux, pour :

- Les modalités de réservation
- Les états des lieux des équipements en entrée et en sortie
- Les tarifs
- Les assurances

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

A APPROUVE à l'unanimité la convention présentée et **A AUTORISE** Mme Le Maire à la signer.

Mutualisation CCHPB : tarifs de facturation de prestations et de location de matériel et véhicules entre les communes et la Communauté de communes du Haut Pays Bigouden

Afin de compléter la convention de prêt ou de location de matériels et véhicules entre la Communauté et les communes du Haut Pays Bigouden, le Conseil Communautaire de la CCHPB a adopté à l'unanimité, le 8 octobre dernier, les tarifs suivants, à compter du 1^{er} novembre 2020 :

	Unité	Montant (€ TTC)	Base du tarif
Engins / véhicules - coûts hors personnel			
Véhicule utilitaire (type Jumper)	1/2 journée	20,00 €	<i>Loueur professionnel : 20€ par 1/2 journée</i>
Fourgon (type Master)	1/2 journée	25,00 €	<i>Loueur professionnel : 25 € par 1/2 journée. Loueur professionnel : 30 à 35 € par 1/2 journée</i>
Camion-benne 3,5T	1/2 journée	25,00 €	<i>Loueur professionnel : 50 €/jour, 100 km</i>
Camion-benne > 3,5 T - avec ou sans grue auxiliaire	heure	25,00 €	<i>Grue auxiliaire</i>
Chargeur tractopelle	heure	25,00 €	<i>Loueur professionnel : 200 €/jour sans chauffeur, soit 25€/h</i>
PAT	heure	53,00 €	<i>Tarif historique</i>
Gravillonneur	heure	34,00 €	<i>Tarif historique</i>
Cylindre (rouleau vibrant, avec remorque)	heure	15,00 €	<i>Loueur professionnel : 120 €/jour avec remorque, soit 15 €/h</i>

Machine à peinture + solvant	1/2 journée	150,00 €	<i>Tarif historique</i>
Tondeuse autoportée	1/2 journée	65,00 €	<i>Inférieur à base tarif loueur professionnel</i>
Nettoyeur HP (type Karcher) sur remorque + eau	1/2 journée	50,00 €	<i>Loueur professionnel : environ 100 €/jour</i>
Tracteur/microtracteur + épaveuse ou broyeur ou chargeur	heure	25,00 €	<i>Loueur professionnel : environ 30 €/jour</i>
Broyeur de branches	heure	20,00 €	<i>Loueur professionnel : environ 25 €/heure</i>
Débroussailluse autoportée	heure	15,00 €	<i>Loueur professionnel : environ 17 €/heure</i>
Chargeur télescopique	½ journée	50,00 €	<i>Loueur professionnel : environ 100 €/jour</i>
Remorque plateau (nécessite permis EB)	1/2 journée	30,00 €	
Bétonnière thermique	journée	40,00 €	<i>Loueur professionnel : environ 50 €/jour</i>
Prestations forfaitaires			
Buses - fourniture et pose	ml	60,00 €	<i>Tarif historique (voté par CCHPB + communes)</i>
Matériaux de voirie			
Gravillons	Tonne	15,50 €	<i>Tarif historique</i>
Enrobé à froid	Tonne	82,00 €	<i>Tarif historique</i>
Emulsion de bitume	Tonne	330,00 €	<i>Tarif historique</i>
Consommables			
Peinture routière	kilo	3,00 €	<i>Coût réel</i>

Cette liste intègre notamment les prestations du service environnement, et précise les prestations de marquage au sol.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

A APPROUVE à l'unanimité les tarifs de facturation de prestations et de location de matériel et véhicules entre les communes et la Communauté de communes du Haut Pays Bigouden

A DECIDE d'harmoniser les tarifs communaux en conséquence

DSIL part exceptionnelle 2020

Par circulaire du 14 janvier 2020, le ministre de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les collectivités Territoriales a précisé les modalités de mise en œuvre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) pour l'année 2020. Cette première enveloppe représente un montant total de 6.52 Millions d'euros pour les collectivités Finistériennes.

La circulaire ministérielle du 30 juillet 2020 précise la priorité du gouvernement qui est aujourd'hui d'engager la relance suite à l'impact de l'épidémie de coronavirus.

Pour la Bretagne, cet abondement en faveur de l'investissement local se traduit par une dotation prévisionnelle de 62.5 millions d'euros répartie entre les 4 départements bretons.

Les dossiers de demande d'aide financière déposés dans ce cadre doivent répondre à des thématiques prioritaires :

- Les projets relatifs à la transition écologique : rénovation énergétique des bâtiments publics, développement de nouvelles solutions de transport. Réhabilitation de friches et réaménagement des espaces publics pour lutter contre les îlots de chaleur.
- Les projets ayant trait à la résilience sanitaire : renforcement des capacités des territoires à faire face à des crises sanitaires de grande ampleur (maison de santé pluridisciplinaires, mise aux normes des équipements sanitaires ou travaux sur les réseaux d'assainissement).

- Les projets visant à soutenir la préservation du patrimoine public historique et culturel : patrimoine classé, non classé, notamment afin de favoriser l'attractivité et le développement des territoires ruraux.

Les dossiers présentés doivent avoir un calendrier de réalisation ayant de préférence un démarrage prévu en 2020.

A ce titre, Madame le Maire propose de présenter 2 projets pour la commune de Plogastel Saint Germain :

PRIORITE 1 : AMENAGEMENTS DE VOIRIE POUR LE DEVELOPPEMENT DES MODES DE DEPLACEMENTS DOUX ET COLLECTIFS

Ci-dessous le détail des travaux programmés :

- Aménagement de la rue de Briscoul Huella : voirie, trottoirs, voie cyclable et éclairage public
- Aménagement chemin des enfants : arrêt de car accessible aux personnes à mobilité réduite et voie cyclable
- Aménagement dans l'enceinte de l'espace St Joseph : démolition d'un bâtiment pour faciliter le stationnement et ainsi permette de libérer du terrain pour y implanter des liaisons piétonnes et cyclables. Le bâtiment a été démoli en juillet 2020 et le coût de chantier a été retiré du présent dossier.

PRIORITE 2 : EGLISE SAINT PIERRE TRAVAUX DE RENOVATION ET D'AMELORATION THERMIQUE

Les travaux portent sur :

- La restauration de l'autel : 2 561.48 euros HT (sarl le Ber)
- La restauration de 6 vitraux au niveau de la partie haute de la nef et restauration de la rosace : 25 703 euros HT (entreprise Vitraux Art vro)
- Remplacement de la porte d'entrée principale, réfection des ferrures, peintures (rouge sang de bœuf) sur les portes intérieures, portes nord et sud : 16 154.10 HT (entreprise Madeo et Valo)
- Mise en conformité du paratonnerre : 5 067,60 euros HT entreprise Bodet

Subvention sollicitée au titre de la DSIL complémentaire : 24743 euros soit 50% du montant des travaux.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

A APPROUVE à l'unanimité les travaux présentés et **A AUTORISE** Madame Le Maire à solliciter les financements de la part exceptionnelle de la DSIL 2020

Règlement Général sur la Protection des Données : charte informatique

Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), est un règlement de l'Union européenne qui constitue le texte de référence en matière de protection des données à caractère personnel. Il renforce et unifie la protection des données pour les individus au sein de l'Union européenne. Ses dispositions sont directement applicables dans l'ensemble des 27 États membres de l'Union européenne depuis le 25 mai 2018. Les principaux objectifs du RGPD sont d'accroître à la fois la protection des personnes concernées par un traitement de leurs données à caractère personnel et la responsabilisation des acteurs de ce traitement.

Le RGPD dans le cadre de la Charte informatique

Les agents de la commune de Plogastel-Saint-Germain utilisent quotidiennement des outils informatiques et de communications nécessaires au bon déroulement de leur mission, et sont dans ce cadre amené à manipuler des données à caractères personnel.

Cette charte s'applique à l'ensemble du personnel, titulaires et contractuels, ainsi qu'aux intérimaires, stagiaires et apprentis ayant un droit d'accès aux ressources informatiques, aux services Internet, de messageries et téléphoniques, ainsi que tout moyen de connexion à distance (ordinateurs, tablettes, téléphones, portables, imprimantes, logiciels) dans le cadre de leur travail. Elle a pour finalité d'informer les agents des modalités d'utilisation de ces outils, des risques et des failles, d'en préconiser leur utilisation et d'assurer une transparence.

Création d'un conseil municipal des enfants

La commission jeunesse qui s'est réunie le 22 septembre dernier a proposé la mise en place d'un conseil municipal des enfants. Celui-ci aura pour objectif de favoriser la participation citoyenne et l'apprentissage de la démocratie aux élèves issues de l'école publique et de l'école Diwan de Plogastel Saint Germain.

Monsieur Michel Renault, adjoint aux affaires scolaires a présenté le projet et les modalités de fonctionnement envisagées pour le futur CME :

- Les élus seront membres des classes de CE2, CM1 et CM2 de l'école publique ainsi que les enfants de l'école Diwan des classes de CE2, CM1 et CM2 habitants Plogastel Saint Germain
- Pourront voter, l'ensemble des élèves de l'école élémentaire et les enfants de l'école Diwan

Le Conseil municipal sera animé par Mme Jocelyne PLOUHINEC, Mr Vincent ROUXEL et Mme Anne-Lise BOUCHER. Un règlement viendra préciser les modalités de fonctionnement du CMJ.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

A APPROUVE à l'unanimité la création d'un conseil municipal des jeunes.